







USAGERS ET AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES : MÊME COMBAT!

Vous avez besoin d'être reçus par des agents des Finances Publiques ?

Bientôt ce ne sera plus possible, ou dans des conditions inacceptables !

Emmanuel Macron et son gouvernement (Gérald Darmanin, ministre de l'Action et de comptes publiques à la manœuvre), avec la complicité de notre directeur général, ont décidé de mettre en œuvre un plan supprimant toutes les trésoreries rurales et de proximité (pour le département de l'Aveyron ce sont 16 trésoreries). Pour quel avenir en matière d'accueil ? :

Priorité absolue est donnée aux contacts par internet ou par des plateformes téléphoniques. Si votre situation fiscale est complexe, si vous n'êtes pas familiarisés avec internet, que vous ne disposez pas de connexion, si votre situation nécessite une réception physique par un agent, il ne vous restera plus que l'accueil sur rendez-vous et quelques « points de contact ». Le hic étant que ces « points de contact » seront, soit concentrés sur quelques bassins géographiques, soit tenus pas des personnels autres que « Finances Publiques » avec une technicité moindre.

Vous avez besoin d'écoles, d'hôpitaux, d'EHPAD, d'infrastructures territoriales...?

Sans financement à travers l'impôt, tout sera payant!

Il faut en finir avec les cadeaux fiscaux qui profitent aux entreprises sans contrepartie sociale, et aux plus riches. Mais ce gouvernement accentue la dérive :

- Crédit Impôt Compétitivité Emploi transformé en allègement de cotisations d'assurance maladie :
 20,4 milliards d'euros (cumulés au CICE au titre de 2018)
- Réforme de l'Impôt sur les Sociétés : 1 milliard d'euros par an
- Transformation de l'Impôt Sur la Fortune en Impôt sur la Fortune Immobilière : 3,5 milliards d'euros par an
- Taxation unique des revenus du capital à 30 % : 1,9 milliard d'euros par an Et la liste est loin d'être exhaustive...

Il faut pouvoir lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscales :

En France, l'évasion fiscale est estimée à 50 milliards d'euros par an, la fraude fiscale atteint les 100 milliards. La probabilité pour une entreprise de se faire contrôler en matière de TVA est passée d'une fois tous les 84 ans en 2008 à tous les 130 ans en 2019 (pour une fraude à la TVA estimée à 17 milliards par an).

Plus on supprime des emplois aux Finances Publiques (40 000 emplois supprimés en vingt ans, suivis de 18 000 à 25 000 d'ici 2022), mieux la fraude fiscale se porte!

Le gouvernement doit abandonner son plan de suppression des implantations des Finances Publiques !

Il faut stopper les suppressions d'emplois et donner les moyens aux Finances Publiques d'exercer correctement leurs missions de service public!



USAGERS ET AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES TOUS CONCERNES

PRESENCE DES FINANCES PUBLIQUES EN AVEYRON

EN 1999		AUJOURD'HUI	DEMAIN, CAP 2022	
AUBIN				
BARAQUEVILLE		BARAQUEVILLE		
BELMONT-SUR-RANCE		BELMONT-SUR-RANCE		
BOZOULS				
BROQUIES	Prè	es du 1/4 des effectifs supprim	és à la DGFIP depuis 10 ans	
		10 emplois supprimés en Aveyron depuis 2010		
CAMPAGNAC		à 60 suppressions d'emplois s		
CAPDENAC			contrôle de l'utilisation de l'argent public,	
CASSAGNES BEGONHES	C'est la porte ouverte à la fraude fiscale, C'est l'usager livré à lui même			
CONQUES				
CORNUS	_			
DECAZEVILLE		DECAZEVILLE	DECAZEVILLE ??	
ENTRAYGUES				
ESPALION		ESPALION	ESPALION ??	
ESTAING				
LAGUIOLE				
LAISSAC				
MARCILLAC-VALLON		MARCILLAC-VALLON		
MILLAU		MILLAU	MILLAU	
MONTBAZENS		MONTBAZENS		
MUR-DE-BARREZ				
NAJAC				
NANT		NANT		
NAUCELLE				
PONT-DE-SALARS		PONT-DE-SALARS		
REQUISTA		REQUISTA		
RIEUPEYROUX		RIEUPEYROUX		
RIGNAC				
RODEZ		RODEZ	RODEZ	
ST-AFFRIQUE		ST-AFFRIQUE	ST-AFFRIQUE ??	
ST-AMANS DES COTS				
ST-BEAUZELY				
STE-GENEVIEVE		STE-GENEVIEVE		
ST-GENIEZ D'OLT		ST-GENIEZ D'OLT		
ST-ROME DE TARN				
ST-SERNIN SUR RANCE				
SALLES-CURAN				
SEVERAC-LE-CHATEAU		SEVERAC-LE-CHATEAU		
VEZINS				
VILLEFRANCHE-DE-RGUE		VILLEFRANCHE-DE-RGUE	VILLEFRANCHE-DE-RGUE	
VILLENEUVE				

Le gouvernement doit abandonner son plan de suppression des implantations des Finances Publiques!

Il faut stopper les suppressions d'emplois et donner les moyens aux Finances Publiques d'exercer correctement leurs missions de Service public!